La Commission Internationale des Irrigations et du Drainage (CIID)

Présentation commentée

par Henri Tardieu

Vice-président de la CIID
Directeur général de la CACG

I ■ L'OBJET, L'ESPRIT, L'ÉVOLUTION RÉCENTE

« La Commission Internationale des Irrigations et du Drainage (CIID) est une Organisation Internationale Non Gouvernementale scientifique et technique qui consacre notamment son activité à l'aménagement des terres et des eaux en vue d'accroître la production agricole et la production de fibres textiles dans le monde.

Les objectifs de la CIID sont de stimuler et de promouvoir le développement et l'application des arts, des sciences et des techniques dans les domaines de l'irrigation, du drainage, de la maîtrise des crues et l'aménagement de rivières, et de la gestion des ressources en eau et des terres, par des activités d'ingénieries agricoles, économiques, écologiques et sociales, par la formation et la recherche pour développer le plus largement possible les nouvelles technologies.

La CIID détient le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations-Unies, de la FAO et de l'OMM (Météorologie Mondiale).

Cet extrait du préambule de la constitution de la CIID traduit les préoccupations de l'époque de sa création (1950) : la priorité donnée à la technique et à la production, le souci de diffuser les savoir-faire dans une perspective de développement économique partagé.

Dès l'origine, la CIID est plus qu'une « société savante » dans la mesure où elle est pleinement engagée dans le développement de l'agriculture irriguée aux côtés des gouvernements nationaux fortement représentés en son sein.

C'est l'époque du développement volontariste des grands périmètres irrigués financés quasi exclusivement sur fonds publics et pensés par les ingénieurs et les administrateurs.

Au-delà de la diffusion technique, la CIID fait progresser une conception globale de maîtrise de l'eau dans les périmètres irrigués associant notamment le drainage et la gestion des ressources en eau.

Vers la fin des années 1970, la CIID découvre aussi les échecs, les réhabilitations successives sans fin, les problèmes de sols, les difficultés de gestion des périmètres et la quasi-faillite de certains gestionnaires. Elle doit assumer les critiques économiques portées sur l'irrigation et notamment celle qui condamne l'irrigation « budgétivore ».

Avec la montée du courant écologique qui se concrétise particulièrement par la Conférence de Rio (1992), le monde « découvre » que l'irrigation consomme 70 % à 80 % de l'eau utilisée dans les pays en développement alors que l'eau est maintenant considérée comme une ressource finie.

C'est ainsi que depuis quelques années la CIID devient un lieu de débat (de polémiques ?) à propos de l'irrigation. Plusieurs représentants de pays développés, n'osant plus décider de grands programmes de ressources en eau, considèrent l'irrigation (ou plutôt la diminution de la consommation d'eau pour l'irrigation) comme le dernier gisement pour faire face à la montée des autres usages. Les responsables des pays à forte progression démographique et faible potentiel en terres agricoles font valoir — à l'instar de la FAO — que le développement de l'agriculture irriguée peut seul aider à faire face à l'accroissement de la demande alimentaire (80 % du supplément de production attendu viendra des cultures irriguées). Ces débats traversent aussi les comités nationaux.

La CIID d'aujourd'hui veut assumer sa responsabilité tout en corrigeant les erreurs du passé. Dans le concert des organismes qui se préoccupent de l'eau, c'est la seule organisation internationale non gouvernementale qui peut (et doit) conduire une réflexion sur une gestion économe de l'eau pour l'agriculture irriguée sans sacrifier son objectif d'équilibre alimentaire et de développement global.

Elle le fait en développant une réflexion autonome, en cherchant à diversifier l'origine de ses membres pour aborder plus franchement les problèmes institutionnels, de gestion, d'association d'usagers, de valeur de l'eau, d'équilibre économique, d'économie d'eau, de valorisation des eaux dégradées.

Les thèmes essentiels développés actuellement par la CIID sont :

- améliorer l'appropriation des projets par les utilisateurs en développant la gestion directe par les Associations d'usagers,
- redonner à l'eau sa valeur en l'acceptant comme bien économique facturé aux utilisateurs,
- assurer le développement durable de l'agriculture irriguée grâce à une gestion équilibrée permettant une maintenance suffisante sans recours au soutien de fonds publics, et grâce à une utilisation économe de l'eau et des intrants sans accumulation de déficit en eau ou d'excès de sels.

II ■ L'ORGANISATION DE LA CIID

La Commission regroupe 83 pays adhérents, avec 64 comités nationaux actifs. Les activités permanentes de la CIID concernent près de 300 experts membres de divers groupes de travail qui se réunissent au moins une fois par an au cours de la semaine de travail préparant le Conseil exécutif international (CEI). Celui-ci s'est réuni à Rome (46^e CEI 1995), à Varna en Bulgarie (1994), à La Haye (1993). Les prochains CEI auront lieu à Oxford (1997), à Denpasar en Indonésie (1998). La réunion a eu lieu cette année au Caire.

La Commission est dirigée par le Bureau composé d'un Président, de 9 Vice-Présidents et du Secrétaire Général. Ce dernier encadre une équipe de 26 salariés permanents basée à New Delhi (Inde).

Commission Internationale des Irrigations et du Drainage

Composition du Bureau

Président

Dr. Aly M. Shady (Canada).

Vice-Présidents

M. H. Tardieu (France).
 Prof. B. Maticic (Slovénie).
 M. Ramesh Chandra (Inde).
 M. Khalid Mohtadullah (Pakistan).
 Dr. Darell Zimbelman (EU).
 Dr. Fatma A. Attia (Egypte).
 Dr. Cor Storsbergen (Pays-Bas).
 Dr. Javad Farhoudi (Iran).
 Dr. Wolfram Dirksen (Allemagne).

Secrétaire Général

Dr. M.A. Chitale (Bureau Central, CIID).

Les activités techniques sont ponctuées tous les trois ans par le Congrès, rassemblant plus de 1 000 participants, qui traitent de deux « questions » sur la base des communications, en provenance de tous les comités nationaux, sélectionnées par un panel d'experts internationaux.

Les deux questions traitées au Congrès du CAIRE (septembre 1996) sont :

- *Question 46* : Participation des agriculteurs à l'agriculture irriguée durable.

- *Question 47* : Conception et gestion de l'irrigation en harmonie avec l'environnement.

D'autres séminaires sont menés en parallèle au cours du même Congrès ; c'est le cas de la « question spéciale » (en principe d'actualité) du Symposium (plus technique), et des ateliers spécialisés préparés par certains groupes de travail. Ainsi, au Congrès du Caire, on a pu participer aux travaux suivants :

- *Session spéciale* : L'avenir de l'irrigation face à l'accroissement de demandes en compétition et face à l'accroissement des besoins alimentaires.
 - *Symposium* : Systèmes intégrés de gestion en irrigation et drainage.
 - *Ateliers* :
 - Economie d'eau.
 - Modèles eau-plante-environnement.
 - Gestion des changements dans l'environnement dus à l'irrigation/drainage.
 - Agriculture durable, protection de l'environnement et rôle des femmes.
 - Evaluation des performances du drainage de subsurface.
- Les prochains Congrès auront lieu à Grenade en 1999 et Montréal en 2002.

Une production importante de la CIID, se traduit par ses publications. Du fait du partenariat fort avec la Banque Mondiale, les organisations internationales telles que la FAO et la CIID et les Instituts ou programmes de recherche IIMI, IPTRID, COWAR, certaines publications sont en réalité la traduction de recommandations fortes que l'on retrouve souvent dans les cahiers des charges de projets ou d'appels d'offres de recherche. Il est évidemment important d'avoir été partie prenante à l'élaboration de ces recommandations pour en bien comprendre l'esprit.

La CIID développe de plus en plus de coopérations transnationales par bassin ou par grande région. C'est le cas de la coopération autour du bassin de la mer d'Aral ou du bassin du Nil. C'est le cas aussi pour le groupe Afrique qui cherche à animer notamment la région sahélienne peu représentée à la CIID.

III ■ LA PARTICIPATION FRANÇAISE

Les fonctions du Comité National français de la CIID sont assumées par l'AFEID qui développe par ailleurs d'autres activités plus nationales. Dès l'origine, l'AFEID était fortement présente au sein de la CIID ; même si elle n'a pas organisé de congrès depuis celui de Grenoble en 1981, elle anime ou participe à plusieurs groupes de travail de la CIID en relation avec son propre Comité technique.

Développant l'esprit nouveau décrit plus haut, la délégation française est particulièrement présente sur les thèmes institutionnels, économiques et environnementaux. Peu de pays regroupent à la fois une ingénierie forte dans des domaines hydroagricoles et une pratique propre diversifiée et originale en gestion durable de l'irrigation et des ressources en eau. Cette expertise, fondée sur l'expérience, est appréciée. A nous de la valoriser en proposant, par exemple, la création d'un groupe de travail « économie » qui curieusement n'existe pas à la CIID.

Les experts français continuent aussi à développer leurs savoir-faire dans les technologies de pointe (pilotage de l'irrigation, régulation, télédétection, etc...) grâce à notre pratique de la recherche finalisée.

La CIID travaille en deux langues (anglais, français). C'est un honneur et une charge pour les francophones qui, largement minoritaires, doivent assurer la présence de la langue et de la pensée françaises.

DÉCLARATION DU CAIRE

22 septembre 1996

Le Congrès International sur la durabilité de l'agriculture irriguée, tenu au Caire avec 900 participants de 64 pays, a souligné le rôle important qui devra être joué par l'agriculture irriguée pour nourrir la population croissante du globe. Le défi est que cet accroissement de la production alimentaire et du bien-être rural, devra être conduit dans les conditions d'une moindre disponibilité en eau et en fonds publics pour l'irrigation et le drainage. La sécurité alimentaire, très liée à la sécurité en eau, devra être réalisée dans des conditions de variabilité naturelle des ressources en eau et de changement climatique.

Les aspects environnementaux, techniques, financiers, économiques et sociaux de la durabilité des systèmes d'irrigation et drainage demanderont une attention plus soutenue et un suivi continu. Pour y parvenir, des systèmes d'information globaux devront être développés pour toutes les régions concernées.

La décentralisation dans la planification et la gestion, l'implication des communautés concernées doivent être encouragées de même que que les bonnes pratiques de gestion et de recouvrement des coûts par les agences gestionnaires de l'irrigation. La productivité agricole par unité d'eau doit progressivement augmenter pour mieux supporter la compétition avec les autres usages de l'eau plus valorisants.

Le rôle important des femmes dans les communautés rurales des pays en développement doit être reconnu. Des programmes spéciaux devront être poursuivis pour améliorer leurs connaissances dans la gestion de l'eau et de la terre et pour développer leur participation dans l'exploitation des systèmes d'irrigation et drainage.

L'augmentation de la surface effectivement irriguée devra être recherchée au travers de la réhabilitation et de la modernisation en temps utile des systèmes d'irrigation et drainage, de l'amélioration des terres irriguées salées et engorgées, du développement de nouveaux périmètres irrigués en utilisant des techniques à faible coût. Parallèlement, une attention accrue sera apportée à la gestion des bassins-versants amonts.

Les plans pour le développement et la gestion intégrée des ressources en eau de surface et souterraines devront être mis en œuvre dans le cadre d'institution de bassin, pour obtenir le meilleur consensus dans l'allocation de l'eau et pour assurer une part suffisante à l'agriculture irriguée.

L'accès des paysans pauvres aux moyens de production tels que l'eau devra être amélioré en recherchant l'équité dans la distribution de l'eau pour diminuer la pauvreté rurale et préserver les ressources naturelles.

Face à ces objectifs, la CIID développera ses activités et encouragera à travers le monde la définition de politiques adaptées dans le contexte macro-économique et social le plus large.

Traduction AFEID

IV ■ ÉLARGISSEMENT

La CIID se sent parfois à l'étroit dans son nom. Ses préoccupations, élargies à la bonne gestion de l'eau et au développement économique, la conduisent à déborder les thèmes techniques liés à l'irrigation et au drainage. Elle a pourtant, après débat en 1995, choisi de garder son nom car elle souhaite affirmer sa responsabilité et sa légitimité dans ce domaine de l'irrigation qui concerne une très grosse part de l'utilisation mondiale de l'eau. Pour marquer l'élargissement de son champ de vision, la CIID a ajouté à son logo le sous-titre suivant : « *Gérer l'eau pour une agriculture durable* ».

Malgré tout, la CIID affirme la nécessité de coordonner les initiatives dans le domaine de l'eau et de promouvoir une dynamique de rassemblement des multiples associations qui traitent de ces questions. C'est ainsi qu'elle participe activement au démarrage du Conseil Mondial de l'Eau dont le Président, Dr Auzeid, est aussi Président du Comité permanent des activités techniques de la CIID. On sait que le Conseil Mondial de l'Eau vient de désigner, après une vive compétition, la ville de Marseille pour créer son siège international. C'est une chance pour la France qu'il faudra savoir assumer pleinement.